



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

Europhobie, « y en a marre »

Fin mars, Xavier Bertrand, le président du conseil régional des Hauts-de-France a, comme on dit élégamment aujourd'hui, «pété un câble» – l'expression signifiant que cet homme, que l'on imaginait de tempérament placide, est sorti de ses gonds. «*Y en marre*» des campagnes de désinformation et autres «fake news» contre l'Union européenne (UE), a lancé l'ancien ministre. Il a raison.

Bertrand visait un gros bobard récemment avancé par la patronne du Rassemblement national (RN, ex-FN). Objectif de Marine Le Pen : disqualifier un important projet d'infrastructure en partie financé sur des fonds européens – le canal Seine Nord Europe. Contrairement à ce qu'affirme M^{me} Le Pen, le lancement du chantier n'occupera pas 60% de travailleurs déplacés, venant d'autres Etats membres de l'UE, mais des gens du nord de la France. Peu importe pour le RN, fidèle à la ligne europhobe du FN : l'essentiel n'est pas l'emploi en France. L'important est de taper sur l'UE à la veille des élections européennes.

«Y en a marre», en effet, qu'on dise tout et n'importe quoi sur l'Europe. L'UE est souvent paralysée. Elle est dans certains domaines sous tutelle allemande. Elle est déstabilisée par le Brexit, même si aucun des Vingt-Sept n'a envie de suivre. Elle décide laborieusement, trop souvent condamnée à l'unanimité. Elle manque de souffle, politique et culturel, et sûre-

ment, de bien d'autres choses encore. On sait tout cela. Mais on dit trop rarement le reste. Ce qu'elle accomplit. A titre d'exemple, prenons le mois de mars.

Défense de l'emploi

La semaine dernière, le Parlement européen a adopté le projet de directive sur les droits d'auteur à l'ère numérique. En dépit d'une intense campagne de pression, les GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple) ont perdu. Au sein de l'UE, les plates-formes numériques devront respecter le droit de propriété des artistes, écrivains et autres journalistes. Fin de la loi de la jungle, pénalités à la clé. Une semaine plus tôt, le 20 mars, l'UE avait une nouvelle fois sanctionné Google – une amende de 1,49 milliard d'euros – pour abus de position dominante.

Le projet d'une taxe sur le chiffre d'affaires des GAFA, pour contourner le fait que les géants de la technologie numérique délocalisent leurs bénéfices, a des ratés. Mais l'idée fait son chemin, portée par cette réalité : le plus souvent en situation quasi monopolistique, les GAFA règnent sur nos vies. Ces hyperentreprises, américaines et demain chinoises, sont les puissances de ce siècle. Seule une entité représentant un marché de 500 millions de personnes peut oser les défier et les régler. C'est une bataille pour civiliser la globalisation.

L'hebdomadaire *The Economist*, la bible du néolibéralisme sophis-

tiqué, ne s'y trompe pas. Sa une du 23 mars affichait des gens de pouvoir équipés de marteaux et de scies et s'appêtant à découper les GAFA, sous ce titre : «The Determinators, l'Europe s'attaque aux géants de la tech». Cette Europe-là est rooseveltienne.

Mentionnons, en passant, que ladite UE a gagné, toujours en mars, un procès devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il s'agissait de défendre Airbus, qui accusait les Etats-Unis de subventions déguisées à Boeing. Où l'on retrouve la défense de l'emploi – un détail pour les europhobes. Plus important encore, et notamment grâce aux efforts d'Emmanuel Macron, l'UE s'efforce de présenter un front uni dans ses relations avec la Chine. Cela sera difficile, les Européens sont divisés. Mais la Commission vient de proposer aux Vingt-Sept une ligne de conduite à l'adresse de Pékin : fin d'une certaine naïveté, début d'une exigence de réciprocité, pour reprendre les termes de Paris. Cette Europe-là n'entend pas sortir de l'histoire.

Quel est l'enjeu de fond ? Rien de moins que d'exister encore dans le monde qui s'annonce – une table de poker où la blinde, le droit d'entrée, celui de dire son mot, se mesure au poids de votre PIB (produit intérieur brut). Dans *La Dégringolade européenne et comment l'éviter* (Editions Marie B, 300 pages, 22 euros), le Britannique Giles Merritt, ex-journaliste du *Financial Times* et fondateur de



l'influente association Friends of Europe, dresse la liste des monopoles que les Européens ont perdus au fil de l'histoire : celui de la richesse et des classes moyennes les plus nombreuses; celui du pouvoir politique et militaire (partagé avec les Etats-Unis); celui de dire la norme (juridique, politique, artistique); celui de l'inventivité technologique.

Ce phénomène qu'on appelle la globalisation, trop souvent défini comme le seul triomphe du néolibéralisme, est d'abord cela : l'émergence de nouveaux pôles de puissance – Chine, Inde, Brésil et autres. Tel est le nouveau monde. Pour nombre d'Occidentaux, l'effort d'adaptation, en général injustement réparti, est difficile et génère ces pathologies qui font notre actualité : trumpisme, populisme, Brexit et « gilets jaunes ». « *Nous nous sentons au bord d'un monde inédit, imminent et indéchiffrable* », confie l'historienne Mona Ozouf dans le premier numéro de la revue *Zadig*.

Dans un essai empreint de nostalgie élégante – *Voyage au centre du système* (Grasset, 192 pages, 17 euros), Alain Minc, essayiste et conseiller des puissants, décrit le monde du pouvoir qu'il a connu et qui s'en va. Il évoque l'inquiétude qui étreint une partie de l'opinion occidentale, ce « *sentiment de déclasserement culturel et identitaire provoqué par le train de la mondialisation et des mutations technologiques lancé à pleine vitesse* ».

Pour avoir son mot à dire sur le parcours et le contenu de ce train, mieux vaut ne pas être seul. Il faut peser. Et si l'on croit qu'il y a une manière d'être européenne qui porte en elle quelque chose d'essentiel, alors l'UE, aussi ingrate puisse-t-elle être, n'est pas un choix. Elle s'impose. ■

**EN DÉPIT
D'UNE INTENSE
CAMPAGNE
DE PRESSION,
LES GAFA
ONT PERDU**

**ON DIT TROP
RAREMENT CE QUE
L'UE ACCOMPLIT.
À TITRE D'EXEMPLE,
PRENONS LE MOIS
DE MARS**